

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

**CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET DU
CONTENTIEUX**

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2019/642

Mutuelle pour le
Développement à la
Base (MDB)

C/

Pierre PATHINVO

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **François AKOUTA et Chimène ADJALLA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : Le 30 octobre 2019

Jugement contradictoire, en matière commerciale, et en dernier
ressort, prononcé le 27 novembre 2019.

LES PARTIES EN CAUSE

DEMANDERRESSE :

Mutuelle pour le Développement à la Base (MDB), ayant son
siège social sis au lot n° 918-919 au quartier dit Sikècodji CADMES
à Cotonou, agissant aux poursuites et diligences de son Directeur en
exercice, Monsieur Bignon E. Espérat TOSSA, demeurant et
domicilié ès-qualités au siège de ladite Mutuelle ;

OBJET :
Paieement

D'UNE PART

DEFENDEUR:

Pierre Marie PATHINVO, de nationalité béninoise, demeurant et
domicilié au lot n° 1021 au quartier dit Djidjè à Cotonou ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Suite à la procédure de recouvrement forcé engagée à son encontre par la Mutuelle pour le Développement à la Base (MDB) pour obtenir le remboursement de la somme de huit cent soixante-six mille deux cent quarante-cinq (866.245) FCFA à titre de solde d'un prêt qui lui a été accordé, PATHINVO Pierre Marie a pris un engagement en date du 29 octobre 2019 de payer la somme de soixante-quinze (75.000) FCFA au moins par trimestre à compter de fin février 2020 ;

Devant le tribunal, à l'étape de la tentative de conciliation, suite à une assignation en paiement introduite par la MDB suivant exploit en date du 25 juillet 2019, PATHINVO Pierre Marie a proposé de payer cent mille (100.000) FCFA par trimestre à compter de fin février 2020 ;

La MDB accepte le paiement échelonné, mais demande que le premier paiement intervienne en janvier 2020, ce à quoi ne s'oppose pas le défendeur ;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu que les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites et doivent être exécutées de bonne foi ;

Que quiconque s'oblige, doit être contraint à honorer ses engagements, en cas de défaillance ;

Attendu qu'il est constant en l'espèce que PATHINVO Pierre Marie est débiteur de la MDB de la somme de huit cent soixante-six mille deux cent quarante-cinq (866.245) FCFA correspondant au solde du prêt qu'il a obtenu de cette dernière ;

Qu'il s'est engagé à payer par trimestre cent mille francs (100.000) FCFA au moins à compter de fin

février, mais ne s'est pas opposé à commencer les paiements à fin janvier 2020;

Que dès lors, il convient de le condamner au paiement sollicité, en principal et de déclarer l'engagement exécutoire à l'égard des parties ;

Attendu que la MDB sollicite l'exécution provisoire sur minute de la présente décision ;

Attendu que sur ce point, il y a lieu de relever que l'intérêt du présent litige est inférieur au taux du ressort en matière commerciale qui est de cinq millions (5.000.000) de francs CFA, en application de l'article 51.1 de la loi n° 2016-15 du 28 juillet 2016 modifiant et complétant la loi 2001-37 du 27 août 2002 portant organisation judiciaire en République du Bénin, de sorte que la présente décision est rendue en dernier ressort et emporte exécution forcée ;

Que la demande d'exécution provisoire est donc superfétatoire

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

Reçoit la Mutuelle pour le Développement à la Base en son action et déclare bien fondée sa demande en paiement ;

Condamne PATHINVO Pierre Marie à payer à la Mutuelle pour le Développement à la Base la somme de huit cent soixante-six mille deux cent quarante-cinq (866.245) FCFA ;

Donne acte à PATHINVO Pierre Marie de son engagement de payer la somme de cent mille francs (100.000) FCFA par trimestre pour se libérer;

Dit que les paiements trimestriels commenceront à la fin du mois de janvier 2020 ;

Déclare la demande d'exécution provisoire superfétatoire ;

Condamne PATHINVO Pierre Marie aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT